

Projet budget 2017 :

Déclaration de l' élu SNTRS CGT au Conseil d'Administration INSERM du 6 octobre 2016 Jean KISTER

Lors de la présentation du PDG des activités nationales et internationales de l'INSERM à cette réunion du Conseil d'Administration, on peut remarquer la place importante de l'Institut dans les recherches sur les récentes épidémies (Ebola, Zika, ...), sur le développement de la médecine génétique, etc ... ; fruit du travail des laboratoires et des personnels INSERM ! Or **ces résultats ont été obtenus avec des budgets propres de l'Institut au mieux constant voire en légère baisse et sans aucune création de poste au recrutement de chercheur et d'ITA depuis plusieurs années !**

Lors de la présentation du projet de budget du MESR 2017, la Ministre de l'Education Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche a annoncé une hausse de 850 millions d'euros, dont 72 millions d'euros seulement reviendrait à la recherche.

Or cette hausse du budget des organismes de recherche consiste exclusivement au **financement des mesures salariales de la Fonction Publique** (point d'indice, PPCR, RIFSEEP, ...) et donc, de fait, **il n'y a aucune augmentation de leurs moyens budgétaires pour assurer les besoins des laboratoires.**

Concernant l'emploi scientifique, nos ministres de l'ESR ont le culot d'annoncer 400 « nouveaux » recrutements (correspondant aux remplacements des départs en retraite, les jeunes recrutés étant évidemment tous des « nouveaux » par définition !) sauf qu'en fait **il n'y a aucune création de postes de chercheurs ni d'ingénieurs et techniciens**, voir même 11 postes de personnels supprimés pour l'ensemble des opérateurs de recherche !

Ainsi pour l'INSERM, le PLF 2017 prévoit **7,4 millions d'euros en plus pour les mesures salariales** (ce qui sera nettement insuffisant pour financer l'augmentation du point d'indice, les mesures du protocole PPCR et le nouveau système de primes RIFSEEP !) et **3 postes ETPT de moins.**

Avec ce budget 2017 de stagnation, le gouvernement continue sa politique d'abandon d'une politique de recherche à long terme. Cela va se traduire par encore plus d'austérité, de blocage de carrière, de recours à l'emploi précaire, de mal être au travail !

Les conditions d'exercice de la recherche publique ne cessent de se dégrader. Le choix de financer cette recherche quasi exclusivement sur contrats (ANR, PIA, Europe, ...) au détriment du financement récurrent des organismes obère très sérieusement l'avenir. Comme l'ont déclaré récemment les PDG du CNRS et de l'INSERM, « *la question se pose de savoir si la science française va se maintenir ou décrocher* » (dépêche AEF du 23 septembre 2016). En effet, **poursuivre cette politique ne peut qu'entraîner la recherche publique sur la voie du déclin.**

Le SNTRS CGT revendique une augmentation significative du budget récurrent des organismes accompagné d'un plan pluriannuel de recrutement sur postes de fonctionnaires.